

Hélène BUGEL

Responsable du département
Laboratoire-Biomédical du
GHT

Marie AUBERT

Ingénieur
département Laboratoire-
Biomédical du GHT
☎ 02.32.73.35.76
marie.aubert@ch-havre.fr

Jean-Pierre BABONNEAU

Directeur des Achats GHT

**Cellule des Marchés
Publics**

☎ 02.32.73.30.29
marches.publics@ch-havre.fr

Affaire suivie par :

Valérie BROHAN
Gestionnaire des marchés
Publics

Du département
Laboratoire –Biomédical
☎ 02.32.73.43.72
Valerie.brohan@ch-havre.fr



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**FOURNITURE, INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET
QUALIFICATION DE STERILISATEURS A VAPEUR D'EAU**

Numéro de la consultation : 216007

PROCEDURE ADAPTEE

Selon les articles R2123-1 du Code de la commande publique.

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES
Lundi 15 mars à 12h dernier délai

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD de Beuzeville.

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (R 6132-16 du CSP modifié en Conseil d'Etat),
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et de son décret d'application n°2016-360, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

| | |
|--|---|
| Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE | Direction : Direction des Achats du GHT |
| Adresse Siège social : 55 Bis Rue Gustave Flaubert BP 24 | CP : 76 083 |
| Localité / Ville : LE HAVRE | Pays : France |
| Téléphone : 02.32.73.30.29 | Télécopieur : 02.32.73.44.18 |
| Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr | SIRET : 267 601 714 000 12 |

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet « la fourniture, l'installation, mise en service et la qualification de stérilisateur à vapeur d'eau pour le service de stérilisation **du Groupe Hospitalier du Havre.** »

Actuellement, le service de stérilisation possède 2 autoclaves Matachana de 2006 et 2 autoclaves Shaerer Mayfield MMM France de 2014, la présente consultation concerne le renouvellement des 2 autoclaves Matachana.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

| | |
|------------|------------|
| 33191110-9 | Autoclaves |
|------------|------------|

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure adaptée, en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre conclu avec un maximum de 214 000€ HT, en application de l'article R2162-4 du Code de la commande publique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R2162-13 & 14 du Code de la commande publique.

3.5 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- le Groupe Hospitalier du Havre ;

Cependant, le périmètre de la prestation pourrait être étendu par voie d'avenant à un des établissements partie ou à l'ensemble du GHT si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché.

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- le Groupe Hospitalier du Havre ;

3.6 Décomposition

3.6.1 Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement. Il s'agit d'un achat unique.

3.6.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.7 Option

Il n'est pas prévu d'options.

3.8 Variante

Le pouvoir adjudicateur autorise les variantes :

- **Variante n°1** : proposition d'un capacitaire de 10 ou 12 grands paniers ((300 x 600 x 300) par autoclave,

Article 4 DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et s'achève à l'issue de la période de garantie de l'équipement.

Article 5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

5.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le présent Dossier de Consultation des Entreprises (DCE),
- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles,
- la lettre de candidature,
- la déclaration du candidat.

Le dossier de consultation des entreprises est mis à disposition gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique n'est autorisée.

5.2 Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements ou documents complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront formuler leur demande par écrit, sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard sept jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, sur cette même plate-forme de dématérialisation au plus tard cinq jours après le dépôt de la question.

Renseignement(s) administratif(s) :

Groupe Hospitalier de Territoire
Valérie BROHAN
Gestionnaire des Marchés Publics
Département Biomédical- Laboratoires
☎ 02 32 73 43.72
Courriel : cellule.marche.publics@ch-havre.fr

Renseignement(s) technique(s) :

Groupe Hospitalier du Havre
Marie AUBERT/ Hélène BUGEL
Ingénieurs Biomédical
Groupe Hospitalier du Havre
☎ 02 32 73 35 76
Courriel : marie.aubert@ch-havre.fr
☎ 03.32.73.38.81
Courriel : helene.bugel@ch-havre.fr

5.3 Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard cinq jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6.1 Définition de la prestation : fourniture, installation, mise en service et qualification de stérilisateurs à vapeurs d'eau**Généralités**

Le Groupe Hospitalier du Havre souhaite acquérir deux autoclaves pour remplacer ses 2 autoclaves Matachana de 2006. Ces autoclaves permettront de stériliser l'instrumentation, textile, matières synthétiques, caoutchouc, flacons de verre.

L'implantation des autoclaves de stérilisation se fera de la façon présentée sur le plan en **annexe n°1**.

Caractéristiques techniques**Caractéristiques des autoclaves**

Le matériel devra présenter les caractéristiques suivantes :

- Capacité de charge mixte (petits paniers, grands paniers, containers)
- Double porte, coté propre/coté sale : justifiant une marche en avant.
- Système de chargement manuel
- Système de déchargement automatisé
- Les équipements seront dotés d'un système de supervision, permettant le suivi et la validation des cycles et températures. Le système de supervision devra être impérativement interfacé avec le logiciel de système qualité et de traçabilité STERIGEST actuellement implanté dans le service.
- Le candidat prévoira l'accès technique le plus adapté aux emplacements qu'il aura repérés
- Volumes à stériliser : 3128 cycles en 2019 dont 17% de cycle caoutchouc, (1350 m3), (possibilité d'augmentation dans le cadre de la potentielle prise en charge de l'activité des établissements du GHT)
- Description des cycles :
 - Cycle instrument 134 °c – 18 min : containers / sachets / paniers emballés
 - Cycle de « Bowie-Dick »
 - Cycle caoutchouc
 - Cycle test de vide

Pour pallier toute difficulté d'évolution ultérieure, le candidat indiquera dans son dossier quelles sont les modalités d'ajout de cycles nouveaux pouvant être ultérieurement utiles au service de stérilisation. Il en précisera le prix.

- Nature du matériel :
 - Plateau d'instruments
 - Instruments de cœlioscopie
 - Instruments de chirurgie
 - Instruments de soins
 - Conteneurs à instruments
 - Tuyaux divers (aspirations,...).
- Conditionnement :
 - Container inox et aluminium
 - Emballage mixte SMS/Cellulose
 - Emballage SMS
 - Conditionnement mixte container/emballage mixte SMS et cellulose ou cellulose renforcée
 - Gaines papier/plastique

- Sachets papier/plastique
 - Feuilles de crêpe
 - Feuilles absorbantes de protection des paniers
- Accessoires :
- 8 grands paniers : (300 x 600 x 300) par autoclave,
 - 16 petits paniers : (300 x 600 x 150) par autoclave,
 - 1 chariot de chargement amovible par autoclave,
- La qualification d'installation sera à la charge du titulaire du marché, la qualification opérationnelle est à la charge du Groupe Hospitalier du Havre : marché Logiqal. La qualification d'installation devra impérativement être planifiée et validée avec le pharmacien responsable technique de la stérilisation.

Les stérilisateurs à vapeur d'eau seront alimentés en eau osmosée.

Le Centre Hospitalier possède un traitement d'eau osmosée, le soumissionnaire doit confirmer lors de sa visite sur site, si la capacité actuelle de production est suffisante. (Pour information 150L/h)

Les différents types de cycles seront décrits, ainsi que chacune des étapes.

Le candidat devra s'assurer lors de la visite en stérilisation de la compatibilité entre les équipements proposés et le système d'évacuation (nature et emplacement).

Durée de garantie : 36 mois au minimum, incluant la maintenance préventive et curative. La maintenance préventive se traduira à minima par une visite annuelle par le titulaire. De plus, une prestation de contrôle des pressions devra être réalisée tous les 24 mois. (Charge du GHH : marché Apave)

Le candidat devra impérativement fournir la notice d'instruction des équipements en langue française.

Le matériel devra disposer du marquage CE :

- préciser les types, modèles et versions ainsi que les domaines d'application pour lesquels le marquage CE a été obtenu.
- joindre les pièces justificatives et lisibles du marquage CE pour le dispositif médical proposé, et notamment le certificat de l'organisme notifié, avec références aux directives européennes.
- Les équipements proposés doivent répondre aux normes EN285 et EN ISO 17665-1 et 17665-2

Les candidats devront compléter le questionnaire technique **annexe n°2**, et le questionnaire financier **annexe n°3**.

Concernant la partie informatique :

Connexion au serveur virtuel de l'hôpital pour accès en télémaintenance, et également l'archivage informatique des cycles de stérilisation durant toute la durée de vie des stérilisateurs à vapeur d'eau : décrire la procédure de télémaintenance proposée. Le candidat complètera les chartes informatiques fournies **en annexe**.

Garantie et maintenance :

La garantie sera d'au moins 36 mois.

Un contrat de maintenance sera proposé pour une durée de 5 ans dans différentes configurations :

- Tous risques
- Partagée
- Préventive

Le candidat précisera son délai d'intervention en cas de panne

6.2 Formation

L'offre comprendra une proposition de formation de l'ensemble des utilisateurs du service, en plusieurs sessions si besoin.

Le candidat devra également intégrer dans son offre financière, la formation à la maintenance de 2 techniciens biomédicaux du Groupe Hospitalier du Havre.

Le candidat précisera dans son offre les conditions de ces formations (programme, organisation et durée des formations).

Ces formations seront à la charge du titulaire du marché et devront être effectuées à la livraison du matériel.

Le Procès Verbal de réception du matériel ne pourra être signé tant que la formation initiale ne sera pas complète et que le formulaire « Evaluation et attestation de formation utilisateur » ne sera pas remis, rempli et signé, à l'atelier biomédical du Groupe Hospitalier du Havre ou au pharmacien responsable technique de la stérilisation.

6.3 Consommables et pièces détachées

Le fournisseur indiquera l'ensemble des consommables et pièces détachées ; leur référence et leur prix, nécessaire à l'utilisation des produits présentés dans le cadre de cette consultation dans le tableau de réponse. Il précisera également si les consommables sont captifs ou non des dispositifs.

6.4 Environnement

Le titulaire du marché est responsable de la conformité de son installation en regard des contraintes spécifiques de bon fonctionnement.

En l'absence de définition précise de ces contraintes d'environnement, la réparation de toute anomalie de fonctionnement ou panne de l'appareillage et la mise en conformité des locaux qui en résulterait serait à la charge du Titulaire du marché.

Le candidat proposera un plan d'implantation des matériels proposés et précisera les caractéristiques techniques telles que les pré-requis électrique, la ventilation, l'étanchéité entre la zone de conditionnement et la zone de distribution ect...

Documents techniques à fournir par le candidat :

- Questionnaire technique et financier complétés
- Marquage CE et normes en vigueur
- Bilan énergétique
- Notice d'utilisation
- Notice d'instruction en langue française
- Manuel et protocole concernant le nettoyage et la désinfection de l'équipement
- Manuel technique complet d'entretien de l'installation
- Liste conseillée des pièces de rechange à avoir en stock

6.5 Exigences liées à l'installation

Le candidat devra vérifier l'ensemble des pré-requis d'installation et toutes les exigences liées à l'installation (logistique, technique...)

Le titulaire devra vérifier les points suivants :

- La taille du colisage, qui sera communiquée par chaque candidat
- Le lieu de livraison et l'aspect logistique sera vérifié par le candidat : à la notification du marché, le candidat devra fournir les éléments logistiques (date et heure de livraison, dimensions du camion.)

6.6 Visites préalable sur site

Les candidats doivent obligatoirement visiter l'ensemble des lieux d'exécution avant de remettre leur offre.

Chaque candidat réalisera une visite sur site afin d'identifier les besoins techniques complémentaires par rapport à l'existant. A l'issue de cette visite, le candidat proposera dans sa réponse un chiffrage des travaux nécessaire à l'implantation de sa solution. Cette visite devra être programmée avec un membre des services techniques et un membre du service biomédical du Groupe Hospitalier du Havre.

Les rendez-vous sont à prendre au préalable auprès du **responsable technique de chaque secteur concerné du GHH** :

Marie AUBERT/Hélène BUGEL
Ingénieurs Biomédical
Hôpital Jacques Monod
Tél : 02.32.73.35.76
Tél : 02.32.73.38.81

Stéphane AUVRAY
Technicien biomédical
Hôpital Jacques Monod
Tel : 07 86 95 20 23

Emmanuelle PERDU
Pharmacien
Hôpital Jacques Monod
Tel : 02 32 73 43 90

Puisque les visites sont proposées aux candidats, le candidat retenu est réputé être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des **matériels ou équipements**. Le candidat déclare également disposer de l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer l'exécution du marché.

6.7 Démonstration

Le soumissionnaire donnera une liste exhaustive des sites, idéalement des sites régionaux, équipés avec le dispositif proposé dans le cadre de cette consultation (site, contact médical et biomédical, date d'installation)

ET

Des visites de centres hospitaliers déjà équipées devront être proposées et organisées par le candidat en lien avec les utilisateurs, praticiens, cadre et le biomédical.

Article 7 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

7.1 Délais d'exécution

Sont définis limitativement comme délais d'exécution :

- le délai entre l'émission du bon de commande et l'installation des équipements.
- Ou le délai entre l'émission du bon de commande et la date prévue de prestation de maintenance.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Le titulaire précisera dans son offre le délai maximum pour réaliser l'installation ou des prestations de maintenance au cours de l'exécution du marché.

7.2 Bon de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande où sont stipulés les heures et le lieu de livraison des équipements ou la date prévue d'intervention pour une prestation de maintenance.

Les bons de commande seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature des équipements ;
- la quantité souhaitée ;
- la date de livraison souhaitée ;
- le lieu de livraison des équipements ;
- le montant du bon de commande ;
- le code service « DRIB » relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire.

Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

7.3 Livraisons et Transport

Le fournisseur retenu assurera le transport et la livraison jusqu'à dans les locaux du Groupe Hospitalier du Havre et s'effectue sous sa responsabilité.

Le titulaire devra prendre rendez-vous auprès de l'atelier biomédical de l'établissement pour fixer les jours et heures de livraison et d'installation des équipements du lundi au vendredi.

Le personnel chargé de la livraison devra se présenter au responsable du service utilisateur et/ou à l'atelier biomédical de l'établissement dès son arrivée.

7.3.1 Bon de livraisons :

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- le nom du titulaire du marché et son adresse
- la date de livraison
- la référence de la commande
- la quantité et la référence des équipements
- le nom de la personne ayant réceptionné la livraison
- le prix unitaire H.T. & T.T.C. et le montant total H.T. & T.T.C.

Chaque bon de livraison est établi en deux exemplaires, un bon sera restitué signé par le responsable technique du Groupe Hospitalier du Havre au livreur où seront portées les anomalies constatées.

Le règlement du prestataire sera conditionné par la remise de ce document annoté si nécessaire.
Toutes livraisons non accompagnées d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires seront refusées.

7.1 Vérifications et Mise en service :

L'installation des équipements donne lieu à l'établissement par le titulaire de l'accord cadre d'un compte rendu permettant d'attester la réalisation des prestations :

Le compte rendu d'intervention comporte les informations suivantes :

Le nom du Technicien
Les dates et heures de début et fin d'intervention
Les modalités d'installation
Les anomalies constatées ou pas
Les conseils ou recommandations d'usage

Le compte rendu est remis au service Biomédical de l'établissement et au pharmacien responsable technique de la stérilisation.

7.2 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, procédés utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Article 8 PRESENTATION DES OFFRES

8.1 Condition de participation des candidats

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par à l'article L2113-14 et aux articles R.2113-7 & 8 du Code de la commande publique-.

▣ Sous-traitance pour les prestations de service :

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Lorsque la désignation des sous-traitants intervient en cours de marché, l'acte spécial précise tous les éléments de l'article R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

¶ Groupement d'entreprise :

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

8.2 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

8.2.1 Pièces de la candidature tels que prévus aux alinéas de l'article R2142 relatifs aux conditions de participation , des articles R2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique.

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- le cas échéant, une autorisation ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de répondre aux stipulations du marché ;
- une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné dans le Code de la commande publique;
- la preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou un document équivalent.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- une copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la commande publique:

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat ;
- une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant les références hospitalières pour le même type de marché.

NOTA :

Pour répondre à ces demandes de pièces administratives, le candidat pourra fournir entre autres les formulaires DC1 et DC2.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il

dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En application des dispositions de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus. Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la commande publique.

NOTA :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de cinq jours.

8.2.2 Pièces de l'offre

Les candidats devront fournir un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (AE), conforme au modèle joint dans le dossier **auquel doivent être annexés le bordereau de prix unitaire et le questionnaire technique** dûment complétés et signés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché;
- Une délégation de pouvoir si nécessaire ;
- Le présent DCE daté et signé sans aucune modification ;
- Le mémoire technique détaillant toutes les mesures prises par le candidat pour satisfaire aux exigences du présent marché. Afin de juger de la valeur technique des offres, les candidats devront fournir a minima des éléments suivants :
 - La simulation de commandes
 - Les fiches techniques des équipements proposés
 - Les fiches de sécurité des équipements proposés
 - Le catalogue du candidat avec tarifs et coefficient applicable
 - La présentation des supports et outils de communication (type d'outils, fonctionnalités, ergonomie, nombre d'accès, prérequis d'installation...)
 - Le(s) interlocuteur(s) (profil, compétences, et disponibilité)
 - Les délais de remise d'un devis
 - Les délais de réponse à une question technique
 - Les délais de livraison à la commande
 - Le SAV et les conditions de reprise ou d'échange de marchandises
 - Les types contrats de maintenance proposée par le titulaire
 - Le processus de commande
 - Le processus de facturation (support, périodicité...)
 - Les conditions de paiement anticipé (escompte)

NOTA :

Il est rappelé aux candidats que toutes les pièces transmises doivent permettre au pouvoir adjudicateur de procéder à un classement éclairé des offres en fonction des critères d'attribution retenus.

8.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

9.1 Caractéristiques des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des produits, de lieux de livraisons, les conditionnements, l'emballage, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Conformément aux articles R2112-9 à R-2112-12 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont fermes.

Article 10 CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**10.1 Date de remise des offres**

La date de remise des offres est fixée au :

Lundi 15 mars à 12 heures

Les candidats devront apporter une attention particulière au respect de la composition du dossier en fournissant l'ensemble des documents réclamés.

10.2 Transmission des offres

Compte tenu de la crise sanitaire actuelle , la transmission des offres se fait uniquement par transmission électronique.

10.2.1 Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Néanmoins, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT + 01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : "copie de sauvegarde".

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .ppt, .pub, .mdb, .docx, .xlsx, .pptx, Libre Office),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png),

- Internet : (exemple d'extension : .htm).

Les candidats sont invités à ne pas utiliser certains formats tels .exe, les macros ainsi qu'Open Office.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant l'envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

10.3 Signature

Pour tout document pour lequel une signature est exigée, cette dernière doit être originale ou électronique. Quelle que soit la forme du dépôt (par voie papier ou par voie dématérialisée), cette dernière doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat :

- le représentant légal du candidat,
- ou bien toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Article 11 JUGEMENT DES OFFRES

11.1 Précision des offres ou demande de documents complémentaires

Le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats de préciser leur offre ou de fournir des documents complémentaires pour l'analyse. Ceux-ci auront alors six jours afin de répondre par écrit aux questions posées.

11.2 Critères et pondération

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-6 à R2152-10 du Code de la commande publiques et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- garanties et capacités techniques et financières ;
- autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat ;
- capacités professionnelles.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront notés de 1 à 20, 20 correspondant à la meilleure note, ces notes étant affectées d'un coefficient de pondération comme suit :

| Critères | Note | Pondération |
|---|---------------------------------------|-------------|
| Coût global noté sur 20 : <ul style="list-style-type: none"> ➤ coût des autoclaves ➤ contrat de maintenance ➤ consommables, pièces détachées | = 15 = 2.5 = 2.5 = 20 | 40 % |
| Valeur technique sur 20 : <ul style="list-style-type: none"> ➤ autoclaves et maintenance ➤ avis d'implantation sur d'autres sites ➤ formations ➤ avis utilisateurs | = 10 = 2.5 = 2.5 = 5 = 20 | 55% |

| | | |
|--|----------------------|-----------|
| Valeur logistique sur 20 : ➤ livraison ➤ installation | = 10 = 10 = 20 | 5% |
|--|----------------------|-----------|

Le critère coût global est évalué en fonction du prix des équipements similaires durant l'année précédente ou des prix de tous les candidats.

En cas d'égalité de note entre les candidats, le pouvoir adjudicateur retiendra le critère coût global afin de départager les candidats.

11.3 Négociation

La présente consultation pourra faire ou non l'objet d'une négociation avec les sociétés présentant une offre classée dans les mieux disantes, en fonction de la qualité des offres techniques et des prix proposés.

11.4 Attribution du marché

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2142-1 à R.2142-14 et R.2143-15 du Code de la commande publique.

Le candidat disposera d'un délai maximum de 7 jours francs à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur (courrier, mail, fax), pour produire ses documents.

Ces documents sont à solliciter auprès des administrations concernées. Compte tenu des délais d'obtention de ces documents auprès de ces administrations, **les candidats devront impérativement les réclamer bien avant la date de remise des plis afin d'être en mesure de les produire dans le délai imparti.**

11.5 Information des candidats non retenus

Dès que le choix est arrêté, les candidats dont l'offre n'a pas été retenue sont informés par le pouvoir adjudicateur selon les articles R.2181-1 à R.2181-4 du Code de la commande publique..

Le candidat non retenu peut obtenir les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre s'il en fait la demande par écrit au pouvoir adjudicateur, qui apportera une réponse dans les quinze jours à compter de la réception de cette demande.

Avant toute action contentieuse, le candidat peut adresser un recours gracieux au pouvoir adjudicateur. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision de rejet. Une requête contentieuse contre cette décision implicite de rejet peut être adressée au Tribunal administratif de Rouen.

Le candidat dispose d'un délai de 2 mois pour contester la décision du pouvoir adjudicateur, conformément aux articles R 421-1 à 421-7 du Code de justice administrative.

Article 12 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le présent dossier de consultations des entreprises (DCE) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;

- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons de commande.

Article 13 AVANCE

13.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire à l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considèrera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

13.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 14 GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

Article 15 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 16 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

16.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'investissement des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

16.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

16.3 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date de livraison
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné en 2 exemplaires (1'original + 1 copie) au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

16.4 Délai global de paiement

Conformément à l'article R.2192-11 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément aux articles R.2192-27 à R.2192- 29 du Code de la commande publique, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur est amené à suspendre une facture, le titulaire ne peut opposer un refus d'exécution sur les commandes en cours ou à venir. Un refus d'exécution expose le titulaire aux sanctions contractuelles prévues, telles la réalisation ou l'exécution du marché aux frais et risques de ce dernier.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles R.2192-31 à R.2192-33, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

16.5 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

16.6 Dématérialisation des pièces administratives

Par arrêté du 3 août 2011 pour la dématérialisation des pièces comptables, le protocole d'échange standard ou PES V2 est le nouveau, et à terme, l'unique protocole d'échanges informatiques d'informations entre les établissements publics et leur comptable, le Trésor Public.

Dans ce cadre, les candidats présenteront leur démarche en cours ou à venir de dématérialisation de la facturation.

Les centres hospitaliers sont amenés à moyen terme à dématérialiser :

- les pièces du marché,
- les commandes,
- et les factures fournisseurs,
- sous un format permettant le traitement d'informations (au-delà d'un PDF) telles que Commande/Réception/Facture grâce à des champs référencés :
- le prix
- la référence du produit,
- la quantité à la réception
- le numéro de la commande,
- le numéro de la facture...

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique définit le cadre de développement de la facturation électronique obligeant toutes les grandes entreprises privées et publiques, d'émettre des factures électroniques à destination de la sphère publique. La solution mutualisée Chorus Pro permet d'assurer le dépôt, le suivi et la mise à disposition des factures.

Selon sa situation, le prestataire retenu, s'il est concerné par l'ordonnance, devra déposer ses factures via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous le code service DRIB.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

| Motifs | Pénalités |
|---|--|
| Retard de livraisons proposé par le titulaire au BPU ou sur devis | Pénalité journalière 10% sur la valeur HT de la marchandise non livrée |
| Retard pour la remise d'un devis de plus de 5 jours ouvrés | Pénalité journalière 10% sur la valeur HT du devis demandé ou sur l'estimation de celui-ci par le pouvoir adjudicateur |
| Non-respect des consignes de livraison | 15 euros HT |

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application ou la non application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 18 EXECUTION PAR DEFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 19 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R2194-1 à R2194-5 du Code de la commande publique 1.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de produits prévues initialement au marché ;
- la prolongation de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.

Article 20 LIVRAISONS COMPLEMENTAIRES

En application de l'article R.2122-4 du Code de la commande publique, et si le GHT en avait le besoin, un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être passé pour des livraisons complémentaires exécutées par le titulaire.

Ces marchés ne pourront être conclus pour une durée supérieure à trois ans.

Article 21 RESILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 22 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en euro (€). Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° du ayant pour objet »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. »

Article 23 LITIGES

23.1 Election de for

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

23.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ 02 32 08 12 70 Fax : 02 32 08 12 71

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ 02 32 08 12 70 Fax : 02 32 08 12 71

Article 24 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article 12 Pièces contractuelles du marché – Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS

Article 17 Pénalités – Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 08/01/2021

Personne habilitée à engager la société

.....

Cachet et signature